

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 686

Artikel: IUHEI : une crise exemplaire : université : la fin des priviléges
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024967>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Université: la fin des priviléges

Le monde universitaire genevois est en effervescence. Le «Journal de Genève», en trois articles aussi nuancés que solides, vient de rendre publique la crise qui couve depuis un certain temps à l'IUHEI, Institut universitaire des hautes études internationales. Le choix d'un nouvel enseignant est l'occasion de préciser quelques interrogations, pêle-mêle, sur le niveau et l'orientation de l'institut et sur l'efficacité de la direction.

Logé dans une magnifique demeure au milieu d'un parc bordant le lac, l'institut créé en 1927 à l'instigation de William Rappard et de P. Menthoux s'est donné pour mission la formation des cadres de la société internationale. Des enseignants de haut niveau comme l'économiste Ludwig von Mises, l'historien C. J. Burckhardt, une liberté d'action due à une triple source de financement (Confédération, canton et fondations privées, américaines principalement) ont fait sa réputation. L'habileté, le sens des relations de son précédent directeur, le Vaudois Jacques Freymond, ont relativisé la baisse de ses ambitions intellectuelles. Aujourd'hui, la crise est spectaculaire et son intérêt dépasse l'institut, car elle comporte tous les éléments d'une remise en question qui touche l'Université dans son ensemble.

Dans l'euphorie de la croissance économique liée à des découvertes scientifiques et techniques, l'Université s'est vue dotée de moyens considérables. Dès 1975, l'extension était stoppée et désormais, c'est l'ère du soupçon pour cette institution privilégiée: la collectivité fait ses comptes et envisage toutes les économies possibles... Pendant que l'institution médicale, soumise au même examen, camoufle ses gaspillages derrière la peur de la maladie et de la mort, l'Université, elle, ne peut avancer que

son excellence et son efficacité pour justifier le maintien de son statut actuel. Et, à cette fin, elle a à sa disposition deux moyens particulièrement efficaces: le choix des hommes et la remise en question permanente des orientations de recherche et d'enseignement.

Par sa liberté d'action et sa rémunération, l'universitaire est un privilégié. Cet état de fait exerce une attraction évidente sur les candidats potentiels et permettrait, si on le voulait bien, de retenir des personnalités garantes d'un renouvellement des idées. Il en va du reste ainsi dans bien des cas, particulièrement dans les facultés des sciences et de médecine où l'évaluation de la qualité de la recherche se fonde sur des critères relativement nets. Néanmoins, le défi subsiste: comment empêcher des nominations de seconde zone, d'enseignants peu capables d'utiliser les matériaux obtenus pour une réflexion vraiment novatrice? Dans la masse des travaux universitaires, certains ne sentent que la sueur, la minutie et sont calculés sur mesure pour des collègues de même niveau, avec lesquels il est excitant de jouer à se renvoyer l'ascenseur.

Les enseignants de valeur ne courent pas les rues. Encore faut-il ne pas décourager ceux qui pourraient le devenir parce que leur promotion gênerait les mandarins en place qui redoutent la concurrence. Et si malgré tous les efforts, un esprit de valeur fait défaut dans tel ou tel secteur, pourquoi ne pas redimensionner ce dernier ou le réorienter? C'est pur gaspillage que de donner partout les mêmes moyens, ou presque, de recherche, que les travaux menés soient de pointe ou ne le soient pas. Alerte à la distribution linéaire des fonds disponibles!

CRUCIALES PRIORITÉS

Cela nous amène naturellement à un autre aspect décisif, celui des choix des orientations. Une priorité est donnée à tel moment, dans tel domaine précis, en fonction du développement, de la discipline

ou de la venue d'un enseignant éminent. Mais souvent, après quinze ou vingt ans, les accents se déplacent, le chercheur éminent a dit l'essentiel de ce qu'il avait à dire et l'essentiel de son temps, il le consacre à la politique, aux commissions, pour maintenir ou accroître les ressources acquises au temps de sa gloire.

En matière de recherche, l'Université jouit d'une liberté totale; elle pourrait en tout temps réorienter ses activités vers des objectifs nouveaux, jugés plus intéressants. Or elle s'y lance difficilement, parce que les responsables des enseignements visés sont trop proches des autorités universitaires chargées des arbitrages.

Demeure la possibilité de remettre ce genre de décisions au pouvoir politique! Les expériences zurichoises — l'Université de Zurich est, avec celle de Bâle, l'une des plus dépendantes du gouvernement de son canton — ne sont guère concluantes à cet égard.

Est-on alors en droit d'espérer que l'Université, sous le contrôle et la pression de l'opinion publique et des organes politiques, décide de se changer elle-même? Promouvoir des orientations nouvelles au détriment des personnes en place, remettre sur le métier les priorités passées, refuser les répartitions budgétaires linéaires qui font bénéficier les médiocres de ce qu'on accorde aux meilleurs, ce ne sont pas là des décisions faciles.

Mais l'Université n'a pas le choix. Ou bien elle se banalise, en conservant quelque temps encore certains de ses priviléges — traitements, libertés — avec la perspective d'être remplacée par des écoles professionnelles efficaces et des instituts de recherche qui ne le seront pas moins. Ou bien elle reste ce lieu privilégié d'analyse, de réflexion et de recherche sur l'homme, la société, l'univers parce qu'à la rigueur scientifique s'ajoute l'imagination, et pourquoi pas la passion.

Pour l'IUHEI, le diagnostic est bien celui-là, sauf que les décisions cruciales doivent être prises très vite.